



HAL
open science

Florence, Asma, Stéphane, Lucien et les autres... Portraits de Français en électeurs

Éric Agrikoliansky, Philippe Aldrin, Sandrine Lévêque

► **To cite this version:**

Éric Agrikoliansky, Philippe Aldrin, Sandrine Lévêque. Florence, Asma, Stéphane, Lucien et les autres... Portraits de Français en électeurs. Voter par temps de crise, Presses Universitaires de France, pp.7-33, 2021, 978-2-13-083025-2. 10.3917/puf.aldri.2021.01.0007 . hal-04033247

HAL Id: hal-04033247

<https://hal.science/hal-04033247v1>

Submitted on 15 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sous la direction de
Éric Agrikoliansky • Philippe Aldrin • Sandrine Lévêque

VOTER PAR TEMPS DE CRISE



puf

Éric AGRIKOLIANSKY, Philippe ALDRIN, Sandrine LÉVÊQUE,
« Introduction. Florence, Asma, Stéphane, Lucien et les
autres... Portraits de Français en électeurs »

in : É. AGRIKOLIANSKY, Ph. ALDRIN, S. LÉVÊQUE, *Voter par
temps de crise. Portraits d'électrices et d'électeurs ordinaires*,
Paris, Presses Universitaires de France, 2021, p. 7-34.

Introduction

Florence, Asma, Stéphane, Lucien et les autres... Portraits de Français en électeurs

Ce livre rassemble quatorze portraits d'électrices et d'électeurs ordinaires. Construit à partir d'entretiens approfondis et répétés, menés par une équipe de politistes et de sociologues entre 2016 et 2021, chacun de ces portraits raconte une existence et une façon d'être électeur dans la France contemporaine. À rebours des analyses qui font de l'acte de vote une évidence, ces portraits retracent le cheminement, à la fois singulier et collectif, qui les a conduit à donner leur voix à tel candidat plutôt qu'à un autre. Les quatorze itinéraires de vie qu'explore ce livre sont certes diversement articulés à la politique, mais au gré des rencontres, les personnes qui se sont prêtées au jeu de l'enquête ont fait part de leurs convictions, de leurs hésitations, des petites raisons ou des grandes résolutions qui ont progressivement donné sens à leur vote. Un sens souvent machinal, traduisant la persistance de préférences politiques anciennes que la configuration des options proposées peut toutefois compliquer et mettre à l'épreuve. D'autres fois, un sens moins prévisible, exprimant une inclination nouvelle voire inattendue, qui se cristallise dans la tension du moment électoral et se dissipera peut-être avec elle.

Cependant, il ressort de chaque portrait tout ce que ce « choix », en apparence intime, doit à l'univers de vie, aux sociabilités, à la trajectoire biographique, bref, à la place qu'occupe chaque électeur dans la société. À la manière d'une mosaïque dont chaque fragment concourt à composer un tableau d'ensemble, ces quatorze miniatures esquissent un portrait collectif des Français en électeurs et de la société française en élection(s). Car chaque biographie observée ici au microscope se révèle fondamentalement sociale. Elle est prise dans (et aux prises avec) des histoires familiales, des expériences professionnelles et des espaces relationnels qui modèlent les façons de s'intéresser à la politique, de suivre la campagne électorale et de voter. Ces portraits en disent donc autant sur les électeurs qu'ils dépeignent que sur le système politique et la société française et ses clivages, à l'orée des années 2020, qu'ils offrent de considérer d'un nouveau point de vue : celui des électeurs. Car c'est bien là le précieux apport de ces portraits : donner à voir les élections à travers le regard des électeurs, par le bas en quelque sorte et non à partir de la position surplombante, parfois stratosphérique, des commentateurs, des sondeurs, ou des professionnels de la politique eux-mêmes.

Interpréter l'élection... ou comprendre les électeurs ?

Notre vision commune du vote est modelée par l'histoire et la théorie du régime représentatif. L'électeur serait ou devrait être un être actif, réfléchi, qui mûrit son choix au gré des informations dont il dispose pour, à la fin de son introspection et dans le secret de l'isoloir, voter. Ce vote exprimerait, par une opération magique d'agrégation, l'opinion « des Français » sur les grands enjeux économiques, sociaux, et in fine sur la démocratie elle-même. Il fait l'objet de multiples commentaires et interprétations de journalistes, de politologues médiatiques, de sondeurs et des acteurs politiques eux-mêmes. Il n'est pourtant pas certain que cela permette réellement de saisir la logique des électeurs. Le verdict électoral de 2017, qui porte au second tour deux candidats hors du système, a ainsi été interprété comme un moment de rupture et de crise. Rupture avec les grands partis de gouvernement, de droite comme de gauche, qui se sont partagé le pouvoir depuis le début de la V^e République. Rupture aussi avec un système politique tout entier en crise.

Le renoncement du président sortant, la candidature inattendue d'un novice (E. Macron) qui incarne avec la candidate du FN (M. Le Pen) une offre politique « disruptive », voire pour cette dernière antisystème, la crise provoquée aussi par l'affaire Fillon sont autant d'éléments qui suggéreraient un message protestataire exprimé par des électrices et des électeurs déboussolés. Cette crise « conjoncturelle » centrée sur l'événement et sa capacité à faire l'élection¹, se doublerait d'une crise structurelle de défiance généralisée à l'égard de la classe politique dont profiteraient, depuis plusieurs années, les forces « populistes ». Réduite par les sondeurs prompts à monopoliser l'interprétation légitime de l'opinion publique², cette crise se résume bien souvent à la méfiance « chiffrée » que les Français entretiennent envers leur classe politique ou les élites. Si la « crise de la représentation politique » est le mantra depuis longtemps activé comme motif du désamour des Français pour leur classe politique, c'est qu'elle manifesterait enfin une profonde crise sociale d'une France où les affiliations sociales et politiques se seraient dissoutes, une crise du lien social dont le mouvement des Gilets jaunes sera, quelques mois plus tard, considéré comme la manifestation, voire l'aboutissement.

Crise sociale et crise de la représentation politique se combinent donc pour aboutir au constat, pourtant jamais validé empiriquement, d'une atomisation des logiques sociales des choix électoraux. Fragmentés, à l'image d'une société où les appartenances collectives sont plus difficiles à discerner, les électeurs seraient devenus imprévisibles. Leurs choix, désormais en apesanteur sociale, produiraient par des revirements inattendus des ruptures politiques majeures – comme l'élection en 2017 d'un président inconnu de la majorité des électeurs quelques mois plus tôt. Dans cette chronique politique presque exclusivement centrée sur la « course de chevaux³ » fiévreusement scrutée par les instituts de sondage et éditorialisée par les médias, les électeurs sont des « échantillons » qui, pour les besoins de l'analyse à chaud, sont découpés ou assemblés en divers agrégats statistiques (« les jeunes », « les cadres », « les retraités », « les urbains », etc.). Cette tendance à l'anonymisation des électeurs s'accroît avec l'impatience du déchiffrement des résultats avant même la fermeture des bureaux de vote. Dès le lendemain du premier tour du scrutin présidentiel de 2017, le journal *Le Monde* titre « Présidentielle : diplôme, revenus, profession... quel est le profil sociologique des électeurs⁴ ? ». Une autre enquête propose une « sociologie des électors⁵ » : les « CSP+ » auraient voté à 32 % pour E. Macron, à 24 % pour F. Fillon. M. Le Pen arrive « très nettement en tête » chez les catégories populaires (36 %), et notamment chez les ouvriers (43 %).

Ces résultats constituent l'héritage classique d'une sociologie électorale qui a eu le grand mérite de rompre avec une vision essentialisée d'un électeur supposément affranchi de toute dépendance sociale et de toute contingence matérielle. Mais elle apparaît aussi comme réductrice. En effet, étonnamment, cette litanie de pourcentages nous renseigne assez peu sur la façon dont les électrices et les électeurs voient et interprètent, en fonction de leurs appartenances, les élections et les candidats. Omniprésente dans les médias comme dans la production scientifique⁶, la métrique sondagière des préférences électorales déforme en effet la réalité des électeurs qu'elle entend mettre au jour. Cette « science de l'opinion publique » consiste d'abord et surtout à recueillir puis compiler les options qu'un échantillon d'électeurs a choisies parmi des réponses préalablement établies à des questions fermées. Selon le degré de réalisme ou de familiarité des questions mais aussi des items de réponses proposés, les données enregistrées peuvent être de purs artefacts⁷. Ou, tout au moins, déboucher sur un vague succédané au regard de la pluralité et de la complexité des représentations qui composent le rapport à la politique de chaque citoyen. Ces sondages ignorent en particulier qu'il existe un écart majeur entre ce que l'élection représente pour les états-majors politiques, les journalistes ou les réseaux sociaux et l'intérêt qu'y portent les citoyens ordinaires. Même au cœur d'une campagne aussi médiatiquement chroniquée que celle de l'élection présidentielle de 2017, les vies sociales ordinaires des électeurs s'avèrent très inégalement traversées par le feuilleton de la compétition pour le pouvoir et les enjeux qu'elle impose dans le débat public.

Enfin, même lorsqu'il s'agit de collecter une intention de vote, les sondeurs tiennent ce « choix » comme fondé sur une identité sociale univoque saisie à partir d'indicateurs très grossiers (au mieux le sexe, la catégorie socio-professionnelle, l'âge, le lieu de résidence...). Nos portraits montrent, au contraire, que les électeurs ne sont jamais simplement réductibles à une catégorie unique. Ils sont toujours la combinaison de plusieurs expériences de socialisation, d'une place et d'une trajectoire dans la hiérarchie des positions socio-économiques, de styles de vie et de groupes auxquels ils se sentent appartenir (familles, amis, voisins, collègues, etc.), qui constituent autant de réseaux socialisateurs et de relations interdépendantes difficiles à saisir par la technique des questionnaires fermés. Les portraits proposés ici visent donc à restituer la complexité et la diversité des ancrages sociaux qui façonnent les identifications sociales et politiques.

Nous défendons l'hypothèse selon laquelle « seule une analyse qualitative peut permettre d'analyser finement la configuration des éléments qui définissent la situation des électeurs à un moment donné, l'observation de leur rapport au politique et les méandres subjectifs de leurs préférences politiques et électorales⁸ ». L'observation rapprochée des électeurs dans une campagne comme celle de 2017 rappelle aux lecteurs une réalité tout à fait familière : le choix électoral est le fruit d'un processus sinueux, fait d'hésitations et de doutes, où s'articulent l'offre électorale, les enjeux du moment et les affiliations passées ou présentes à des groupes et à des identités collectives. Les grandes enquêtes quantitatives peuvent en ce sens être particulièrement utiles pour déterminer les régularités qui aujourd'hui encore structurent le vote. Néanmoins, nous pensons qu'elles sont insuffisantes et doivent être combinées avec des approches qualitatives permettant d'appréhender au plus près les représentations que se font les électeurs de l'élection et de ses enjeux. La méthode de l'entretien biographique sur laquelle reposent ces portraits offre un tel éclairage sur les ancrages sociaux et sur les mécanismes par lesquels ils façonnent des perceptions du moment politique et le champ des votes possibles.

Portrait et biographie : appréhender le social par le singulier

Il pourrait sembler étonnant de recourir à des portraits individuels pour mener une sociologie des électrices et des électeurs. L'exercice du portrait, en se focalisant sur ce qu'il y a de plus singulier – l'individu, son parcours, ses préférences, ses attentes –, ne conduit-il pas en effet à céder à « l'illusion biographique⁹ » qui amène à tenir pour acquise l'individualité des agents au détriment des forces collectives au gré desquelles ils agissent ? N'est-ce finalement pas tomber dans le piège que nous entendons dénoncer que de nous situer au plus près des individus – au risque de passer à côté de ce qui les dépasse ? Loin de ne constituer qu'un style littéraire, la perspective biographique est un outil classique des sciences sociales¹⁰. L'importance du structuralisme et du marxisme dans la sociologie de l'après-guerre française a certes conduit à considérer l'individu et les trajectoires individuelles plutôt comme des unités statistiques que comme des entités signifiantes en elles-mêmes et pour elles-mêmes. La montée en puissance de la sociologie qualitative et des méthodes ethnographiques soutenues par la (re)découverte des travaux de l'École de Chicago ont progressivement (re)donné à partir des années 1980 leurs lettres de noblesse aux approches biographiques en sciences humaines¹¹.

En décentrant le regard de la vie des grands hommes vers celle des individus ordinaires, les historiens se sont par exemple donné les moyens de reconstituer une histoire des mentalités et des représentations qui ne se limite pas à celle des institutions officielles¹². Les sociologues, de leur côté, ont trouvé dans les récits de vie l'opportunité de saisir sur le vif et en actes comment les structures travaillent des trajectoires individuelles, reflétant moins le génie de l'individualité que les forces systémiques et les institutions auxquelles elles sont confrontées¹³. La biographie devient un excellent révélateur des structures qui façonnent les existences ordinaires. Pourvu qu'elle ne soit pas la régression infinie vers les détails d'une vie singulière, elle constitue un instrument d'exploration du social qui dispose en outre d'un « pouvoir exorbitant d'intelligibilité », en articulant l'exploration des institutions et des structures à « l'évidence existentielle du vécu [et] à l'efficacité dramatique du scénario¹⁴ ». En ce sens, la méthode biographique renouvelle aussi les débats épistémologiques actuels sur les modes d'écriture des sciences sociales et sur leurs liens avec l'exercice littéraire et fictionnel¹⁵.

Ce regain d'intérêt s'est pourtant différenciellement traduit dans l'étude des comportements politiques. Si la sociologie de l'engagement et du militantisme s'est précocement préoccupée de redonner chair aux trajectoires d'engagement qu'elle appréhendait (notamment à partir du concept interactionniste de « carrière¹⁶ »), la sociologie de la politisation et du vote n'a que peu recours – à de rares exceptions près¹⁷ – à des matériaux biographiques. La raison réside sans doute dans le tropisme quantitativiste qui caractérise l'histoire de l'analyse électorale en France comme ailleurs, dans laquelle la scientificité de la démarche s'est construite sur le recours à des questionnaires administrés à de larges échantillons représentatifs comme seuls moyens légitimes de rendre compte des comportements électoraux. Or l'exercice biographique, en exigeant la focalisation sur quelques cas, interdit de constituer des échantillons qui puissent prétendre à une telle représentativité. C'est le pari inverse que nous faisons ici en considérant que l'observation intensive de quelques cas peut précisément dégager les analyses quantitatives du vote de certaines ornières dans lesquelles elles se sont progressivement enlisées.

La sociologie du vote s'est constituée outre-Atlantique dans les années 1940 et 1950¹⁸ sur un double constat : les électeurs s'intéressent peu à la politique et disposent de peu d'outils pour décrypter les programmes des partis et des candidats ; les préférences politiques sont stables et corrélées à des appartenances sociales (professionnelles, religieuses). Ce modèle d'analyse a été importé en France dans les années 1970 en deux mouvements. D'un côté, la sociologie critique, inspirée par les travaux de P. Bourdieu, a exploré les inégalités d'intérêt et de compétence politique, montrant que les moins favorisés économiquement, mais surtout culturellement, étaient aussi les moins susceptibles de maîtriser les schèmes de classement politique, de s'intéresser aux élections et finalement de voter¹⁹. En se considérant peu légitimes, les « dominés » s'auto-excluent de la représentation, perdant ainsi tout pouvoir d'influer sur l'action publique. Établi à la fin des années 1970, ce constat semble toujours d'actualité : aux élections de 2017, ce sont encore les moins pourvus en capital économique et culturel qui s'abstiennent le plus²⁰.

Dans un second mouvement, la science politique française a montré que le vote était moins le fruit d'une décision établie sur la base d'une comparaison des programmes électoraux que le produit d'une identification partisane forte : les électrices et les électeurs s'identifient à un camp (droite ou gauche) ou à un parti et votent tendanciellement toujours pour celui-ci, quels que soient le contexte ou les candidats en présence. Les enquêtes post-électorales menées dans les années 1970 au CEVIPOF ont montré que les appartenances sociales sont en outre déterminantes pour comprendre ces identifications politiques²¹. Elles mettent au jour une variante française des travaux américains (notamment menés à l'université du Michigan) en montrant l'influence de « variables lourdes » relatives aux catégories socioprofessionnelles ou encore à la pratique religieuse sur les identifications politiques. Elles brossent un tableau de l'électorat français structuré par une opposition centrale et pérenne entre un électorat populaire et athée, votant à gauche, et un électorat de droite dans lequel prédominent les indépendants (agriculteurs, commerçants, chefs d'entreprise) possédant leur outil de travail, détenteurs de capital économique et caractérisés par un fort niveau de pratique de la religion catholique.

Les impasses de la science électorale contemporaine

À la crise sociale et démocratique évoquée précédemment s'ajoute une crise des modèles interprétatifs du vote. Ainsi, les analyses savantes du vote semblent aujourd'hui confrontées à plusieurs impasses théoriques et empiriques, que le recours aux portraits et à une approche biographique peut permettre de dépasser. Or, ce modèle d'interprétation semble aujourd'hui en crise. La principale cause réside dans les évolutions qui paraissent affecter la distribution des votes. D'abord, la stabilité des électeurs va être mise en doute par les alternances successives qui caractérisent dès la décennie 1980 la vie politique française. Après plus de deux décennies d'hégémonie gaulliste, l'accès au pouvoir de la gauche, puis les cohabitations et alternances qui se succèdent au sommet de l'État laissent penser que l'évolution rapide des préférences reflète un changement d'attitude des électrices et électeurs de plus en plus diplômés, désormais plus intéressés par la politique et votant moins par « identification » que sur des enjeux ou pour des candidats. Ensuite, l'articulation forte entre les classes populaires et les partis de gauche paraît, en France comme ailleurs, se déliter. Certains annoncent, concomitamment à l'émergence d'un nouvel électeur, la fin du « vote de classe », la part croissante des votes ouvriers se portant sur les candidats du Front national, témoignant de la rupture entre classes populaires et partis de gauche. L'élection présidentielle de 2017 semble, en première analyse, constituer une manifestation idéal-typique de ces évolutions. L'écroulement des partis de gouvernement incarnant la droite et la gauche se ferait au bénéfice d'un candidat jusqu'alors inconnu. M. Le Pen revendique désormais d'incarner l'opposition voire le rejet d'une partie du monde ouvrier au « système » politique.

Ce mouvement de droitisation des votes populaires²² a contraint à un profond aggiornamento des grandes théories explicatives du vote. Les spécialistes du comportement électoral ont longtemps tenu pour acquis que les pauvres votaient à gauche et les riches à droite. Appréhendées à partir des inégalités économiques, et donc aussi des diverses disparités de ressources directement afférentes (statut professionnel, cadre et style de vie, durée de scolarisation, qualification, patrimoine, etc.), les classes sociales s'aligneraient logiquement sur l'offre politique ajustée à chacune d'elles. Cette vision de l'ordre des choses politiques s'est naturalisée, tendant à faire du « vote de classe²³ » une vérité universelle, anhistorique.

Aussi, quand le vote des ouvriers et des employés pour les partis de gauche a commencé de baisser au profit de l'abstention et des partis de droite voire d'extrême droite, le sillon de l'analyse des comportements électoraux en a été durablement perturbé. Les controverses autour de la « fin du vote de classe » ou le succès des concepts de désalignement/réalignement (des classes sur l'offre politique) témoignent de ce vacillement des certitudes de la théorie électorale²⁴. Il faut pourtant se rappeler que les données sur lesquelles a été fondée la théorie du vote de classe étaient doublement sujettes à des effets de contextes. D'abord, parce que cette thèse est élaborée et fortifiée dans les années 1960²⁵, à un moment où il existe encore une correspondance étroite, presque une symétrie, entre les clivages sociaux et les clivages politiques. Les partis politiques demeurent alors largement des « partis de classe » attachés à défendre les seuls intérêts de leur groupe de référence (parti ouvrier, parti bourgeois, etc.), en déployant un travail assidu d'encadrement associatif et relationnel de « leurs » électeurs. Ensuite, parce que la société de cette époque est encore structurée autour de communautés matérielles et morales localisées (villages dans les campagnes, quartiers de résidence dans les villes, pratique religieuse, sociabilités de travail) qui tissent des identifications et des solidarités de classes. Si les citoyens pensent politiquement et votent selon leurs propriétés sociales, c'est avant tout sous l'effet de ces différents mécanismes concourant au sentiment d'appartenance à une classe et à l'adéquation entre les classes et l'offre politique. Or, depuis le constat empirique d'un vote de classe et sa théorisation, l'ensemble des facteurs qui contribuaient à un alignement significatif des classes sur l'offre politique a changé. Concernant les classes populaires, parmi la multitude de changements entrant en ligne de compte, on peut mentionner les mutations et la dévalorisation de la condition ouvrière et l'effacement du sentiment de classe sous l'effet conjugué de l'allongement généralisé de la scolarisation, de la tertiarisation croissante de l'économie, du déclin de l'emploi industriel, de l'installation du chômage de masse²⁶. Concernant l'offre politique, on peut évoquer l'évolution vers des « partis attrape-tout » plus transclassistes et moins clivants. Si, au plus fort de sa validité empirique, la théorie du vote de classe connaissait de nombreuses limites²⁷, elle demeure néanmoins une invitation toujours fertile à interroger la façon dont les partis cherchent à capter et politiser des (res)sentiments fondés sur les inégalités socio-économiques²⁸.

La science électorale contemporaine peine d'autant plus à expliquer ces différentes évolutions qu'elle est de moins en moins une sociologie²⁹. La démarche des spécialistes de l'analyse électorale repose en effet de plus en plus souvent sur un double postulat individualiste et rationaliste qui s'inspire, notamment, d'une théorie économique de la démocratie³⁰.

Pour arrêter son choix, chaque électeur exercerait son libre arbitre, guidé pour l'essentiel par les valeurs et les intérêts qu'il souhaite défendre à travers son vote et dont il aurait une claire conscience. Il effectuerait donc un « calcul », estimant rationnellement les avantages et inconvénients de la victoire de chacun des candidats, pour donner sa préférence au candidat qui lui assurerait personnellement plus d'avantages que d'inconvénients. Si le modèle d'un électeur captif, votant inlassablement pour le même parti dans une offre politique immuable semble dépassé, celui présenté comme alternatif, d'un électeur rationnel est-il plus convaincant ?

Aujourd'hui, toute une partie de la science électorale, française et internationale, a été envahie par la perspective de l'électeur rationnel qui déterminerait ses votes à partir de l'examen des programmes, des candidats et des enjeux. Or, elle nous paraît tout aussi irréaliste. D'abord et avant tout, parce que la majorité des électeurs s'intéressent toujours peu à la politique et ne disposent ni des outils, ni du temps, ni même de l'envie qui leur permettraient de devenir les experts de leur propre vote. S'ils parlent politique et émettent des opinions sur la structure de la société et la place qu'ils y occupent (ou souhaiteraient y occuper), ils demeurent majoritairement à distance du jeu politique et des élections qu'ils ne perçoivent parfois qu'au prisme de la course opposant quelques candidats marquants. Ensuite, parce que déduire du désalignement entre le vote d'une partie des classes populaires et les partis « de gauche » (les guillemets évoquant tout ce que ce terme a de problématique) la « fin du vote de classe », voire de toute articulation entre appartenances sociales et préférences politiques, c'est aller un peu vite en besogne... Au niveau des grandes tendances statistiques, la distribution des votes en 2017 montre ainsi que si le vote de classe s'est sans doute recomposé, il n'a pas disparu³¹. Il existe encore et toujours des liens forts entre ancrages sociaux et préférences politiques. Reste cependant à expliciter les logiques et à retrouver les moyens de l'appréhender empiriquement.

Saisir les votes par le portrait : l'élection vue par les électeurs

Les portraits que nous présentons ici visent justement à se donner les moyens d'observer concrètement la manière dont s'articulent ancrages sociaux et rapports au politique. D'abord parce qu'ils livrent une vision beaucoup plus complexe et donc plus réaliste des électrices et des électeurs français contemporains.

Ensuite parce qu'ils permettent de saisir comment ces derniers appréhendent subjectivement, à partir de leur position, la compétition électorale et comment ils confèrent une signification à leurs choix. En premier lieu, les portraits permettent d'appréhender les existences sociales avec une finesse et une profondeur sans commune mesure avec ce que nous disent les enquêtes par questionnaires ou les sondages des électeurs français. Les entretiens approfondis qui ont été menés durant plusieurs heures, répétés à plusieurs reprises depuis 2016, offrent des informations extrêmement riches sur les trajectoires et les situations sociales des enquêtés : on apprend beaucoup de choses sur leur métier, leur secteur d'exercice et leurs conditions d'activité, sur le niveau de leurs revenus, leur patrimoine, on discerne aussi quelle est leur trajectoire résidentielle et en quoi elle influe sur leur position sociale. On saisit surtout des électeurs qui ne sont pas isolés, mais appréhendés en couple et en famille (qu'ils soient enfants et/ou parents). On observe aussi des pratiques de loisir et de sociabilité, des styles de vie qui définissent l'identité et les appartenances. Les comportements politiques se réencastrant ainsi dans le social et n'apparaissent plus comme coupés d'autres aspects de la vie des individus. Les entretiens biographiques permettent ensuite, et c'est déterminant, d'appréhender les perceptions subjectives par les électeurs de leur propre position : le sens qu'ils donnent à leur vie, à leur trajectoire et la façon dont ils s'identifient, ou pas, à des « nous » qui disent des groupes, des catégories ou des clivages. La conversion des caractéristiques sociales en préférences électorales est loin d'être mécanique. Elle passe, notamment, par le sens subjectif conféré à la condition et la position sociales (et à quoi renvoie la notion de « classe sociale subjective »). En restituant les attentes, les espoirs déçus, le ressentiment parfois ou les désirs qui se forment, les portraits donnent à voir comment les identifications sociales pèsent sur les préférences politiques.

En outre, les portraits, en se concentrant sur la biographie, manifestent que la position sociale – et ses significations politiques – n'est pas une variable statique mais qu'elle s'appréhende dans le cadre dynamique d'une trajectoire. Trajectoire inter- et intragénérationnelle, d'une part, qui comprend ce que l'on hérite de ses parents et ce que l'on projette pour ses enfants, dont le sens et la pente façonnent justement les significations accordées à la position occupée. Trajectoire d'apprentissage, d'autre part, appréciée cette fois à l'échelle d'un individu qui nous permet de mesurer avec finesse les effets de la socialisation sur la politisation³².

L'acquisition précoce d'un goût (ou d'un dégoût) pour la politique constitue en effet une variable déterminante du degré ultérieur d'intérêt et de participation politique. La transmission de valeurs et d'identités partisanes par la famille constitue également une dimension centrale de la socialisation qui oriente, si ce n'est le vote, au moins le champ des votes possibles – ou impossibles. Les portraits permettent ainsi d'identifier ce poids du passé sur les préférences actuelles, mais aussi de comprendre par quels mécanismes cette socialisation s'actualise, se maintient ou parfois s'infléchit au cours du temps. Enfin, les portraits individuels conduisent paradoxalement à mieux saisir les individus dans des collectifs dont on sait l'importance déterminante sur les choix électoraux. Famille, conjoints, amis, voisins, collègues de travail, coreligionnaires, bref, ce que l'on peut appeler les groupes primaires d'appartenance, jouent un rôle fondamental dans la construction des façons de voir le monde et des préférences politiques³³. En particulier parce que c'est dans le cadre de ces relations interpersonnelles que circulent les croyances, les normes et les incitations à voter (et à bien voter). Or, les sondages échouent très largement à restituer cette autre dimension de la socialisation qu'est la sociabilité, à la fois parce qu'ils s'adressent à des échantillons construits sur un principe atomistique (on interroge au hasard des individus qui ne se connaissent pas) et parce qu'ils disent très peu sur les pratiques politiques ordinaires et sur les contenus des échanges politiques entre proches.

Les portraits donnent donc à voir l'ensemble des dimensions associées à une position sociale et à ses significations politiques, qui n'est pas réductible à la seule catégorie socioprofessionnelle. Si les variables lourdes isolées par la sociologie électorale française dans les années 1970 parvenaient à identifier quelques clivages simples (ouvriers versus indépendants, athées versus catholiques pratiquants), c'est qu'elles étaient solidement cristallisées dans des systèmes symboliques articulant des classes de positions à des identifications partisanes stables : être ouvrier signifiait être de gauche ; être son propre patron et/ou catholique impliquait de voter très majoritairement à droite. L'histoire sociale et politique de ces dernières décennies est celle de la lente déconstruction de certaines de ces liaisons – qui n'ont donc rien de naturel – et de l'éclatement de ces catégories – celle d'ouvrier, par exemple. Mais cela n'implique pas que les appartenances, la trajectoire, la socialisation, etc. n'aient plus d'effets sur les orientations politiques. Ceux-ci sont cependant irréductibles à un conflit central aligné sur des camps, eux-mêmes éclatés.

Il faut dès lors accepter de changer de focale et de ne plus se limiter à raisonner à partir de catégories englobantes ou à se demander pour qui votent les « ouvriers » ou les « catholiques ». Non pas parce que ces questions n'importent pas ou plus, mais parce qu'elles ne trouvent pas de réponse satisfaisante lorsqu'elles sont posées à ce niveau de généralité. Les lois de la gravitation sociale semblent en définitive aujourd'hui plus visibles au microscope du portrait qu'au télescope des enquêtes statistiques. L'intérêt des portraits ne réside cependant pas exclusivement dans cette capacité à réancrer les votes dans le social. S'ils sont si précieux, c'est qu'ils offrent en second lieu la possibilité de mener une sociologie compréhensive du vote. Comprendre les votes implique d'appréhender ce qui concrètement articule la position sociale aux préférences électorales. Là encore, les portraits et les entretiens approfondis se révèlent indispensables. En laissant s'exprimer les électeurs sur de nombreux sujets (et pas simplement sur les quelques enjeux médiatiquement les plus visibles), les entretiens permettent d'explorer leurs univers de représentations et de croyances, les systèmes symboliques³⁴, à travers lesquels ils perçoivent la structure du monde social, ses frontières et la place qu'ils pensent y occuper. Ils offrent aussi d'explorer plus concrètement comment ces croyances incorporées se confrontent à la réalité, changeante et multidimensionnelle, de la compétition électorale. L'intérêt des entretiens répétés est en effet de suivre les électeurs tout au long de la campagne électorale de 2017 (ils ont été interrogés jusqu'à six fois au cours de cette campagne, avant, pendant et après les élections), puis la grande majorité d'entre eux a été réinterrogée en 2020-2021.

Les sociologues de Michigan, lorsqu'ils établirent la notion d'identification partisane, ont suggéré que si la stabilité est la norme, des « forces de court terme³⁵ » (comme la structure de l'offre politique lors d'une élection) peuvent à certaines conditions faire dévier les choix les mieux ancrés. Or, là encore, en se limitant à quelques dimensions de la perception de la compétition (le jugement des candidats et de leur personnalité, l'avis sur quelques enjeux choisis par les commanditaires de ces enquêtes, voire les émotions que les électeurs disent ressentir – confiance, anxiété, etc.), les sondages ne se donnent guère les moyens d'explorer les rationalités (plurielles) qui sont au principe de la production des opinions et des votes – et de leurs évolutions. Au mieux suggère-t-on que les électeurs votent pour ceux qu'ils préfèrent : mais pourquoi et comment les préfèrent-ils ? On répond en général par un autre truisme : parce que ce sont ceux qui sont jugés les plus aptes à satisfaire leurs propres intérêts.

Mais la question des modalités de détermination de ce qu'est « l'intérêt » et des façons d'envisager l'effet prévisible des politiques sur cet « intérêt » demeure entière... Imagine-t-on que l'ensemble des électeurs soient susceptibles de déterminer quels seront exactement les effets pour eux de politiques publiques présentées de façon embryonnaire dans des programmes qu'ils ne peuvent appréhender qu'imparfaitement ?

Les entretiens répétés menés durant la campagne permettent justement de restituer les outils de jugement et les grilles de lecture qui les fondent. En suivant pas à pas leurs interprétations de la campagne et de l'offre électorale, en restituant les échanges et discussions avec les proches et les pairs qui fixent certaines interprétations de celles-ci, on peut restituer la dynamique des situations de choix dans lesquelles ils sont placés ; sans omettre de rapporter cela à l'ensemble de leur trajectoire antérieure, ce que la perspective biographique permet justement. En étant au plus près des électeurs ordinaires, on se donne ainsi les moyens de saisir la réalité de leur perception des candidats et des enjeux sans surestimer leur intérêt et leur compétence politique. On comprend comment, sur la base d'allégeances collectives anciennes, ils s'orientent durant la campagne et dans les urnes. On peut d'ailleurs parfois percevoir, grâce aux entretiens répétés, le décalage entre ce qu'ils disent de l'élection et ce qu'ils font le jour du scrutin. Mais les entretiens répétés ont aussi l'avantage, par la familiarité qu'ils produisent entre l'enquêteur et l'enquêté, de permettre à ceux qui se sentent les moins légitimes à parler politique de le faire. On appréhende alors les différentes rationalités qui sont au principe d'un vote qui prend du sens pour les électeurs mais qui ne ressemble que rarement aux rationalités savantes que les commentaires projettent sur les électeurs.

Enfin, *last but not least*, le portrait est aussi l'occasion de donner à lire des sciences sociales autrement, sans céder à la facilité de la vulgarisation mais bien au contraire en offrant aux lecteurs et aux lectrices non spécialistes, que la sociologie parfois jargonante rebute, la possibilité de saisir en acte la complexité de l'emprise du social sur les existences ordinaires. Pour ce faire, nous avons choisi de nous interdire dans le cours des portraits ces marqueurs académiques que sont les notes de bas de page et les références bibliographiques, afin de favoriser la fluidité de la lecture.

Diversité et exemplarité : le choix des enquêtés

Les portraits que nous avons choisi de présenter sont ceux d'électeurs qui ont été interrogés dans le cadre de l'enquête Analyse Localisée Comparative du Vote³⁶. Pendant plus de quatre ans, nous avons rencontré près de deux cent trente électrices et électeurs résidant dans une dizaine de territoires français choisis pour leur diversité socio-économique et politique. Nous avons conduit auprès d'eux des entretiens approfondis répétés (dits « panélisés »), avant, pendant et après les élections de 2017, et pour certains jusqu'en 2020. La majorité des entretiens ont été menés individuellement, mais quelques-uns ont été réalisés en petits groupes (couples, familles, amis, collègues ou clients). Il était évidemment impossible de restituer l'ensemble de ces données d'enquête ici. Nous avons choisi de présenter quatorze portraits (dont ceux de deux couples)³⁷. Ces cas individuels, pour lesquels nous disposons de plus de soixante entretiens (d'une durée de 30 minutes à plusieurs heures), n'ont pas vocation à être parfaitement représentatifs de l'ensemble des électeurs français. Celles et ceux qui ont accepté de nous rencontrer et de se livrer à l'exercice de l'entretien, répété jusqu'à sept fois, représentent les citoyens les plus intéressés par la politique et les plus disposés à voter.

Si nos enquêtés n'ont pas tous le même rapport à la politique, ils votent, contrairement aux 22,5 % des inscrits qui se sont abstenus au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Ils ont par ailleurs semblé pour la plupart prendre autant de plaisir à l'enquête que les auteurs et les autrices de ce travail collectif en ont pris eux-mêmes et ce, quelles que soient les divergences politiques qu'ils pouvaient avoir avec leurs enquêtés. Nous avons cependant eu le souci de restituer une certaine diversité sociale et politique des cas étudiés. Si ces portraits représentent une population relativement âgée (afin d'avoir un peu de profondeur biographique, justement), nous avons retenu des électeurs aux ancrages sociaux, résidentiels et politiques les plus divers possible. Si un gros tiers appartient ainsi aux classes supérieures du privé et aux professions intellectuelles supérieures, un autre tiers peut être classé dans les classes populaires et les classes moyennes. Les autres relèvent des professions intermédiaires et d'un entre-deux social où évoluent commerçants, fonctionnaires, professionnels du social ou de la santé. L'ordre dans lequel les portraits sont restitués (en partant des électeurs et des électrices les plus bourgeois) traduit cette volonté de replacer chaque portrait dans un ordre social hiérarchisé et de reproduire les clivages qui l'organisent.

Fidèles au principe guidant l'analyse contextuelle de l'enquête ALCoV, nous avons également choisi de privilégier la diversité des situations résidentielles : des beaux quartiers des grandes villes aux banlieues populaires, en passant par le monde rural. Enfin, s'agissant des choix politiques, nous avons sélectionné des électeurs qui ont soutenu les principaux candidats au premier tour de l'élection présidentielle (E. Macron, M. Le Pen, J.-L. Mélenchon, F. Fillon, B. Hamon). Nous avons choisi nos portraits à partir de l'exemplarité de chaque cas. Les destins singuliers analysés ici présentent en effet l'intérêt d'incarner des destins sociaux exemplaires et des grands types de rapport à la politique et au vote. Ils constituent des condensés des mécanismes sociaux qui sont au principe de la production des opinions et de leur expression par le vote. Ces portraits renvoient aux questionnements de la sociologie électorale. À chaque portrait succède une mise en perspective théorique courte³⁸ permettant de revenir sur un ou deux concepts de sociologie politique et de fournir à ceux qui désireraient aller plus loin des indications de lecture. Les portraits entrent en résonance les uns avec les autres, avec parfois des nuances. Cette mise en réseau des trajectoires est indiquée via les conseils de lecture figurant à la fin de chaque portrait.

Il faut enfin signaler que nous avons choisi de préserver l'anonymat de chaque cas, à la fois par respect pour les personnes interrogées, mais aussi parce que les récits que nous livrons ici dépassent la spécificité des individualités qui nous ont permis de les construire. Les prénoms sont des pseudonymes, les villes ou les quartiers de résidence ne sont pas nommés – hormis Paris, dont les caractéristiques sont trop singulières pour être gommées – et certains détails, qui permettraient d'identifier les personnes portraiturées, ont été changés mais sans jamais en altérer le réalisme sociologique.

NOTES

1. Duclert V., Prochasson C., Simon-Nahum P. (dir.), *Il s'est passé quelque chose : le 21 avril 2002*, Paris, Denoël, 2003.
2. Champagne P., « Le cercle politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 71-72, 1988, p. 71-97.
3. Sur le concept de « horse race journalism », voir Brady H. E., Johnston R., « What's the Primary Message : Horse Race or Issue Journalism ? », in G. R. Orren, N. W. Polsby (eds), *Media and Momentum : The New Hampshire Primary and Nomination Politics*, Chatham, Chatham House, 1987, p. 127-186.
4. Cette enquête de l'institut Ipsos-Sopra Steria (échantillon de 4 698 personnes) a été commandée « en partenariat » par plusieurs médias : France Télévisions, Radio France, La Chaîne parlementaire/Public Sénat, Radio France International, France 24, Le Point et Le Monde.
5. Voir BVA Opinion, « Présidentielle 2017, 1er tour : décrypter le vote des Français », 25 avril 2017 (enquête réalisée le jour du scrutin par Internet).
6. Lehingue P., Subunda. *Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2007.
7. Sur ce point, on se reportera au texte classique et fondateur de Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », in *Question de sociologie*, Paris, Minuit, 1980.
8. SPEL, *Les Sens du vote. Une enquête sociologique (France 2011-2014)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
9. Bourdieu P., « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63, 1986, p. 69-72.
10. En particulier dans la sociologie naissante de l'École de Chicago aux États-Unis, où plusieurs biographies sont consacrées aux migrants et aux délinquants. Voir par exemple : Thomas W. I., Znaniecki F., *The Polish Peasant in Europa and America*, New York, A. Knopf, 1927 ; Shaw C. R., *The Jack-Roller*, Chicago, The University of Chicago Press, 1930. Pour une synthèse, voir Becker H. S., « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63, 1986, p. 105-110.
11. Peneff J., *La Méthode biographique. De l'École de Chicago à l'histoire orale*, Paris, Armand Colin, 1990.
12. Voir notamment Corbin A., *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu, 1798-1876*, Paris, Flammarion, 1998 ; Ginzburg C., *Le Fromage et les Vers. L'univers d'un meunier du XVIIe siècle*, Paris, Aubier, 1980 [1re éd. 1976] ; plus récemment, Granger C., *Joseph Kabris ou les possibilités d'une vie, 1780-1822*, Paris, Anamosa, 2020.
13. Elias N., *Mozart. Sociologie d'un génie*, Paris, Seuil, 1991 ; Catani M., *Tante Suzanne. Une histoire de vie sociale*, Paris, Librairie des Méridiens, 1982 ; Bourdieu P., *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992 ; Lahire B., *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004 ; Beaud S., *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*, Paris, La Découverte, 2018.

14. Passeron J.-C., « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 31 (1), 1990, p. 3-22 (p. 3 et 4 pour les citations).
15. Jablonka I., *L'histoire est une littérature contemporaine. Manifeste pour les sciences sociales*, Paris, Seuil, 2014.
16. Fillieule O., « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 199-215 ; Agrikoliansky É., « Chapitre 6 – Les “carrières militantes”. Portée et limites d'un concept narratif », in O. Fillieule, F. Haegel, C. Hamidi, V. Tiberj (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.
17. Nous pensons notamment à Haegel F, Lavabre M.-C., *Destins ordinaires. Identité singulière et mémoire partagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, mais qui porte principalement sur les conditions de transmission de la mémoire (de la) politique.
18. Nous embrasserons deux traditions de recherche, qui ne sont pas assimilables mais dont les résultats convergent vers les points soulignés ici. D'une part, les travaux menés à Columbia autour de P. Lazarsfeld dans les années 1940 (Lazarsfeld P., Berelson B., Gaudet H., *The People's Choice. How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1944) ; d'autre part, les recherches menées dans les années 1950 au Survey Research Center de l'université du Michigan, qui aboutiront à la publication d'un ouvrage majeur (Campbell A., Converse Ph. E., Miller W. E., Stocke D. E., *The American Voter*, Chicago, University of Chicago Press, 1960) qui fixera pour longtemps le paradigme dominant de la science électorale (connu sous le nom de « paradigme de Michigan »).
19. Gaxie D., *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.
20. Braconnier C., Coulmont B., Dormagen J.-Y., « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, 67 (6), 2017, p. 1023-1040.
21. Michelat G., Simon M., *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.
22. Gougou F., « La droitisation du vote des ouvriers en France. Désalignement, réalignement et renouvellement des générations », in J.-M. De Waele et M. Vieira (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris, Economica, 2012.
23. Alford R. R., « A Suggested Index of the Association of Social Class and Voting », *Public Opinion Quarterly*, 26 (3), 1962.
24. Martin P., *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
25. Parmi les ouvrages fondateurs de la théorie : Lipset S. M., Rokkan S. (eds.), *Party Systems and Voter Alignments : Cross National Perspectives*, New York, The Free Press, 1967.
26. Beaud S., Pialoux M., *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, La Découverte, 2012.

27. L'alignement n'est ainsi jamais parfait : même à l'âge d'or des variables lourdes, on trouve, par exemple, une proportion non négligeable d'ouvriers qui votent à droite... C'est en ce sens moins une appartenance unique qui paraît déterminante qu'un faisceau d'identifications qui façonne les préférences politiques (la catégorie socioprofessionnelle, l'âge, le sexe, la pratique religieuse, l'ancrage local, l'insertion dans des groupes structurés et structurants, etc.).

28. Gougou F., « Chapitre 2 – Du vote de classe au vote des classes. Les usages du concept de vote de classe », in O. Fillieule et al. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, op. cit.

29. Pour un constat convergent : Braconnier C., *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Cergy-Pontoise, LEJEP, 2010, p. 17.

30. La « théorie économique de la démocratie », proposée par l'économiste Anthony Downs à la fin des années 1950 (*An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Brothers, 1957), postule que face à l'offre politique proposée sur le marché électoral, les électeurs agissent en êtres sensés – au même titre que le font les consommateurs – et tendent donc en toute logique à donner leur suffrage à l'offre la plus proche de ce qu'ils attendent de la politique du gouvernement.

31. Les travaux menés par les géographes sur des données particulièrement robustes (les résultats appréhendés au niveau des bureaux de vote et croisés avec les données Insee relatives aux habitants) montrent qu'il existe toujours une corrélation forte entre appartenances sociales et préférences politiques. Voir, par exemple, pour 2017 : Rivière J., « L'espace électoral des grandes villes françaises. Votes et structures sociales intra-urbaines lors du scrutin présidentiel de 2017 », *Revue française de science politique*, 67 (6), 2017.

32. Pour une synthèse sur la socialisation politique, on se reportera à : Bargel L., Darmon M. « Socialisation politique », *Encyclopédie en ligne Politika* : <https://www.politika.io/fr/article/socialisation-politique>, consulté le 24 juin 2021.

33. C'est l'un des apports principaux des travaux déjà évoqués menés par l'équipe de P. Lazarsfeld dans les années 1940 aux États-Unis. La question du contexte et des groupes d'appartenance est revenue au centre de la sociologie du vote dans les dernières décennies : Zuckerman A. S. (ed.), *The Social Logic of Politics. Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, Philadelphia, Temple University Press, 2005 ; Braconnier C., *Une autre sociologie du vote...*, op. cit.

34. Michelat G., Simon M., « Déterminations socio-économiques, organisations symboliques et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, 26 (1), 1985, p. 32-69.

35. Converse Ph., « Information Flow and the Stability of Partisan Attitudes », *Public Opinion Quarterly*, 26 (4), 1962, p. 583.

- 36.** Ces entretiens ont été réalisés dans le cadre de l'enquête Analyse Localisée Comparative du Vote (ALCoV). Le projet, financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR-16-CE41-0008), a associé depuis 2016 une quarantaine de chercheuses et de chercheurs appartenant à 5 laboratoires (l'IRISSO – UMR 7170 – Université Paris Dauphine/PSL ; le CESSP – UMR 8209 – EHESS et Université de Paris 1 ; MESOPOLHIS – UMR 7064 – Sciences Po Aix et Aix-Marseille Université ; le CRESPPA – UMR 7217 – Universités Paris 8 et Paris-Ouest Nanterre et le CURAPP-ESS – UMR 6054 – Université de Picardie). L'enquête vise à appréhender les comportements électoraux à travers une approche localisée durant la séquence électorale de 2017. Une dizaine de territoires de composition sociologique diversifiée ont ainsi été étudiés à l'aide d'outils empiriques quantitatifs (par exemple, un questionnaire administré à la sortie des urnes) et qualitatifs (entretiens répétés avec les électeurs). C'est ce second volet qui est exploité ici.
- 37.** On trouvera un tableau récapitulatif présentant la liste des électeurs portraiturés, de leurs caractéristiques sociales, de leurs votes en 2017, ainsi que des entretiens réalisés, en annexe.
- 38.** Les mises en perspective sont rédigées par les co-directeurs de l'ouvrage.